ANALYSE 2021
14 novembre

C E T R I
Centre tricontinental

JOE BIDEN : UN IMPERIALISME « A VISAGE HUMAIN » ?

Frédéric Thomas

En Belgique comme partout dans le monde (et plus particulièrement en Occident), les espoirs mis en Joe Biden, pour amorcer un changement de cap international sont largement déplacés. L'attention médiatique, focalisée sur des questions de personnes, passe à côté des tendances structurelles de la politique étrangère nord-américaine.

Joe Biden sera donc le quarante-sixième président des États-Unis. Ce résultat, toujours contesté par Donald Trump, est censé apporter quelque soulagement : un retour à la normale diplomatique sera de mise. Le cadrage médiatique a focalisé le débat sur des questions de personnes, sinon de personnalité, laissant peu de place à l'analyse critique des tendances structurelles de la politique nord-américaine. Or, les espoirs mis en un changement de cap risquent d'être d'autant plus vite déçus qu'ils sont disproportionnés au vu des constances stratégiques de la Maison blanche[1].

Mais en quoi précisément la politique du prochain président sera-t-elle « différente » ou « meilleure » ? Tout d'abord et de manière évidente : le style. Finis les déclarations à l'emporte-pièce, la diplomatie des tweets, le mépris affiché pour « les pays de merde »[2]. Joe Biden peut se prévaloir de sa longue expérience – trente-quatre années passées au comité des affaires étrangères du Sénat et huit autres années comme vice-président auprès de Barack Obama –, pour ré-encastrer la diplomatie dans un langage plus formel, au sein des instances de gouvernance mondiale, dont, au premier chef, l'ONU.

Le jeu des alliances internationales a déjà commencé à bouger. Vladimir Poutine et Jair Bolsonaro font partie de ceux qui n'ont pas encore félicité Biden. D'ailleurs, à l'appel de ce dernier de faire pression sur le Brésil pour qu'il protège l'Amazonie, le président brésilien, surnommé « le Trump tropical », a répondu de manière belliqueuse : « Lorsque vous êtes à court de salive, vous devez avoir de la poudre à canon »[3]. Autre grand allié de Donald Trump, le Premier ministre indien, Narendra Modi, a, pour sa part, opté pour la conciliation, misant sur l'amitié traditionnelle des États-Unis afin de contenir d'éventuelles critiques sur les violations massives des droits humains en Inde[4].

---

[1] Pour un bref panorama de la manière dont les médias belges ont accueilli l'annonce de la victoire de Joe Biden, lire « "Libération", fin de "la pire présidence de l'histoire américaine": les médias belges soulagés par la victoire de Joe Biden », *La Libre Belgique*, 8 novembre 2020, https://www.lalibre.be/international/amerique/elections-us/liberation-fin-de-la-pire-presidence-de-l-histoire-americaine-les-medias-belges-soulages-par-la-victoire-de-joe-biden-5fa7c5807b50a6525b0991f6.

[2] Le 12 janvier 2018, au cours lors d'une discussion au sujet de la « protection des immigrés venus d'Haïti, du Salvador et de pays d'Afrique », Donald Trump parle de « shithole countries ». Le Washington Post en a fait état, suscitant l'indignation de par le monde. Lire à ce propos Patrick Wintour, Jason Burke et Anna Livsey « 'There's no other word but racist': Trump's global rebuke for 'shithole' remark », *The Guardian*, 13 janvier 2018, https://www.theguardian.com/us-news/2018/jan/12/unkind-divisive-elitist-international-outcry-over-trumps-shithole-countries-remark; et Jacques Pezet, « CHECK NEWS. Que signifie le syntagme "Shithole countries" utilisee par Trump ? », *Libération*, 15 janvier 2018, https://www.liberation.fr/checknews/2018/01/15/que-signifie-le-syntagmeshithole-countries-utilisee-par-trump_1653019/.

[3] « Jair Bolsonaro a Joe Biden: "Cuando se acaba la saliva, tiene que haber pólvora" », *Infobae*, 11 novembre 2020, https://www.infobae.com/america/america-latina/2020/11/11/jair-bolsonaro-a-joe-biden-cuando-se-acaba-la-saliva-tiene-que-haber-polvora/.

[4] Raj Chengappa, « A chance to reset », *India Today*, 8 novembre 2018, https://www.indiatoday.in/magazine/cover-story/story/20201116-a-chance-to-reset-1738897-2020-11-08.

Au Moyen-Orient, Biden privilégie la négociation avec l'Iran, tandis que les gouvernements saoudien et israélien ne jouiront probablement plus d'un soutien (aussi) inconditionnel (même si a été réaffirmé « l'engagement à toute épreuve du camp démocrate en faveur de la sécurité d'Israël »)[5]. L'Afrique subsaharienne, elle, largement ignorée sous l'ère Trump, sera à nouveau à l'agenda de Washington[6].

Sur le fond, Biden entend promouvoir le respect des droits humains, mettre un terme aux guerres « sans fin », arrêter de « flirter » avec les dictateurs, et organiser un Sommet mondial pour la démocratie. Mais l'annonce la plus spectaculaire est peut-être la réintégration des États-Unis au sein de l'Accord de Paris sur le climat avec lequel Trump avait rompu. Même s'il ne s'agit que de déclarations, cela dénote une différence certaine avec son prédécesseur. Reste à savoir s'il s'agit des mots du *changement* ou d'un changement de mots.

Le « devoir » de diriger le monde

À deux heures de vol de Miami, Haïti constituera un premier test pour Joe Biden[7]. La dérive autoritaire du président, Jovenel Moïse, mis en cause dans un scandale de corruption, est patronnée par Washington. Cherchant à assurer son impunité et sa mainmise, le pouvoir haïtien a annoncé des élections et une réforme constitutionnelle pour début 2021. La fuite en avant d'un État à la dérive se poursuit, alors que la contestation générale s'intensifie, relayée par une campagne internationale : *Stop silence Haïti*[8]. Le prochain locataire de la Maison blanche agira-t-il en fonction de ses principes ou du *business as usual* ?

À lire l'article du printemps dernier de la revue *Foreign affairs*, dans lequel Joe Biden exposait ce que serait la politique étrangère états-unienne s'il était élu, la réponse risque de décevoir. Le titre du papier, à lui seul, est emblématique : « *Pourquoi l'Amérique doit à nouveau diriger* »[9]. Au fil des thématiques, sont ainsi réaffirmées l'incapacité du monde à s'organiser par lui-même, la responsabilité qui incombe aux États-Unis de diriger la planète, et la correspondance des intérêts et des valeurs nord-américaines avec son leadership mondial.

Prétention et paternalisme s'affichent candidement pour se synthétiser dans un programme de domination. Avec ou sans les États-Unis, les pays feront du commerce. « La question est de savoir qui rédige les règles qui régissent les échanges commerciaux ». Et c'est aux États-Unis, non à la Chine, de le faire. Cette responsabilité va de pair avec la nécessite de « supprimer les barrières commerciales qui pénalisent les Américains et de résister à un glissement mondial dangereux vers le protectionnisme ».

Le destin des États-Unis serait donc de nous diriger. Heureusement, leur pouvoir hégémonique et notre allégeance coïncideraient avec leurs intérêts et les valeurs du « monde libre ». En fin de compte, ce qui différencierait Biden de Trump serait moins une question de principe – garantir la primauté de Washington sur la scène internationale – que de méthode – libre-échange versus (relatif) isolationnisme.

Rien ne semble donc avoir été appris de deux siècles de luttes de libération nationale et anticoloniales. Et le multilatéralisme demeure une absurdité aux yeux de la première puissance mondiale. Force est d'en prendre acte et, plutôt que de nous fixer dans une alliance asymétrique, de faire le pari de notre autonomie à hauteur des glissements dangereux du monde.

---

[5] Joe Biden, « Why America Must Lead Again. Rescuing U.S. Foreign Policy After Trump », *Foreign Affairs*, mars-avril 2020, https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2020-01-23/why-america-must-lead-again.
[6] Francis Owusu, Padraig Carmody, Ricardo Reboredo, « Trump's legacy in Africa and what to expect from Biden Trump », *The Conversation*, 25 novembre 2020, https://theconversation.com/trumps-legacy-in-africa-and-what-to-expect-from-biden-150293.
[7] Jacqueline Charles, « U.S. lawmakers demand Trump administration support free, fair elections in Haiti », *Miami Herald*, 15 octobre 2020, https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article246483655.html. Plus spécifiquement sur le contexte haïtien, lire Frédéric Thomas, « Des élections en Haïti consolideraient la captation des institutions par une élite corrompue », *Cetri*, 1er octobre 2020, https://www.cetri.be/Des-elections-en-Haiti?utm_source=dlvr.it&utm_medium=facebook.
[8] *Haïti : Stop au silence et à la complicité internationale*, 19 octobre 2020, *Cetri*, https://www.cetri.be/Haiti-Stop-au-silence-et-a-la.
[9] Joe Biden, *Ibidem*. Sauf indications contraires, toutes les citations proviennent de ce texte.

Cet article est paru sur www.cetri.be.

Frédéric Thomas est chargé d'étude au CETRI - Centre tricontinental.

Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, service de l'éducation permanente et de la Province du Brabant wallon